



1931

30 SEP. 1991

**Accord de promotion et de protection réciproques des investissements (APPI) avec la République du Ghana**

Vu la proposition du DFEP du 9 septembre 1991

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

**décidé:**

1. Le texte de l'accord négocié entre la Suisse et le Ghana relatif à la promotion et à la protection réciproques des investissements entre la Confédération suisse et la République du Ghana est approuvé.
2. L'Ambassadeur Rolf Jeker, Délégué aux accords commerciaux, ou M. Pierre Monod, Ambassadeur Suisse au Ghana, est chargé de signer l'accord.
3. La Chancellerie fédérale est chargée d'établir les pouvoirs pour la signature de l'accord.
4. Le DFAE est chargé de procéder à la notification prévue à l'article 15, alinéa (1) de l'accord.
5. La Chancellerie fédérale est chargée d'entente avec le DFAE de publier l'accord au recueil officiel des lois.

Pour extrait conforme

*Hanni Muralet*

Kollauszug an:			
mit Beilage			
z.K.	Dep.	Anz.	Akten
X	EDA	10	-
	EDI		
X	EJPD	10	-
	EMD		
X	EFD	10	-
	EVD	15	-
	EVED		
X	BK	5	-
	EFK		
	Fin.Del.		





EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT  
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE  
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA  
 DEPARTAMENT FEDERAL DA L'ECONOMIA PUBLICA

2310.1

Berne, le 9 septembre 1991

Au Conseil fédéral

## **Accord de promotion et de protection réciproques des investissements (APPI) avec la République du Ghana**

---

### **1. Contexte général**

Comme le souligne le Message concernant la conclusion de traités relatifs à la protection et à l'encouragement des investissements de capitaux du 17 novembre 1982 (FF 1982 III 973), les investissements de capitaux privés dans les pays en développement représentent un complément judicieux aux diverses mesures de coopération au développement relevant du secteur public. En assurant une garantie juridique fondée sur un accord de droit international public l'investissement de capitaux privés suisses sera encouragé. De tels traités peuvent influencer positivement une décision d'investissement dans la mesure où ils contribuent à clarifier et à améliorer le statut juridique de l'investisseur. De plus, le fait qu'un Etat conclue un traité encourageant et protégeant les investissements peut être considéré comme l'expression de la volonté d'assurer un climat d'investissement favorable aux placements de capitaux privés étrangers.

Jusqu'à présent, la Suisse a conclu avec plus de 45 Etats des accords de promotion et de protection des investissements ou des accords comportant une clause relative à la protection des investissements. En outre, des négociations et pourparlers sont en cours avec d'autres pays désireux de conclure un tel traité bilatéral.

### **2. Contenu de l'accord négocié avec le Ghana**

Les accords de promotion et de protection des investissements conclus jusqu'ici et envisagés par la Suisse concordent dans une large mesure quant à leur contenu. Le texte conventionnel négocié avec le Ghana retient les principes fondamentaux défendus par la Suisse dans ce domaine. Ainsi, les principes fixés dans la délégation de compétence à conclure des APPI du Parlement au Conseil fédéral (AF du 27 septembre 1963, RS 975 et message du Conseil fédéral du 24 mai 1963) sont-ils respectés.

Les dispositions les plus importantes du présent accord règlent les points suivants:

**Article 1er, alinéa (1)**

## Définition de l'investisseur

Pour une société, la qualité d'investisseur de l'une ou l'autre Partie Contractante est fonction des deux critères alternatifs suivants: son incorporation et son siège, d'une part, son contrôle, d'autre part.

**Article 2**

## Encouragement et admission

Une fois un investissement étranger admis sur le territoire d'une Partie Contractante, celle-ci délivrera toute autorisation nécessaire en relation avec l'investissement.

**Article 3**

## Protection des investissements

Chaque Partie Contractante protégera sur son territoire les investissements effectués par les investisseurs de l'autre Partie Contractante et n'entravera pas, par des mesures injustifiées ou discriminatoires, la gestion de tels investissements

**Article 4**

## Traitement

Dès l'admission d'un investissement étranger sur son territoire, chaque Partie Contractante lui garantit un traitement juste et équitable. Ce traitement ne doit pas être moins favorable que celui accordé aux investissements effectués sur son territoire par ses propres investisseurs ou par les investisseurs de la nation la plus favorisée.

**Article 5**

## Imposition

En matière d'imposition, le traitement que chaque Partie Contractante accorde aux investisseurs de l'autre Partie Contractante ne doit pas être moins favorable que celui accordé par chaque Partie Contractante à ses propres investisseurs ou que celui accordé aux investisseurs de la nation la plus favorisée.

**Article 6**

## Rapatriement des investissements et des revenus

Le libre transfert des paiements afférants à un investissement est accordé.

**Article 7**

## Dépossession

Toute mesure d'expropriation ou de nationalisation doit être non discriminatoire et conforme aux prescriptions légales. Elle ne saurait se fonder sur des raisons autres que l'intérêt public et entraînera le paiement d'une indemnité correspondant à la valeur totale et effective de l'investissement, dont le montant sera réglé sans retard et sera librement transférable.

**Article 12**

## Différends entre une Partie Contractante et un investisseur de l'autre Partie Contractante

Si un différend ne peut être réglé à l'amiable, la partie lésée a le choix suivant: elle peut porter le différend devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats (CIRDI) ou bien devant un tribunal d'arbitrage institué ad hoc.

**Article 13**

## Différends entre Parties Contractantes

Une procédure d'arbitrage est prévue en cas de différends sur l'interprétation ou l'application de l'accord.

**3. Constitutionnalité de l'accord**

L'article 8 de la Constitution fédérale donne à la Confédération la compétence de conclure des traités internationaux.

En vertu de l'article premier de l'arrêté fédéral du 27 septembre 1963 (RS 975), le Conseil fédéral est autorisé à conclure de sa propre compétence des accords de protection et d'encouragement des investissements de capitaux.

#### 4. Conséquences financières et effets sur l'état du personnel

La conclusion du présent accord avec le Ghana n'impose aucune charge à la Confédération et n'entraîne pas d'augmentation de personnel.

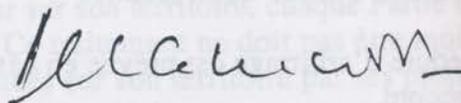
#### 5. Prise de position des offices intéressés

La Chancellerie fédérale, l'Office fédéral de la justice, la Direction du droit international public et l'Administration fédérale des contributions sont d'accord avec la présente proposition.

#### 6. Proposition

Nous fondant sur ces considérations, nous vous soumettons la proposition ci-jointe.

DEPARTEMENT FEDERAL DE L'ECONOMIE PUBLIQUE



Pour publication:

dans le Recueil officiel

Annexes

- Projet de décision du Conseil fédéral
- APPI avec la République du Ghana (en anglais, langue dans laquelle l'accord a été négocié)

Pour co-rapport à:

- ChF
- DFJP
- DFAE
- DFF

Extrait du procès-verbal à:

DFEP en 15 ex. (7 ex. SG, 8 ex. OFAEE)

DFJP en 10 ex.

DFAE en 10 ex.

DFF en 10 ex.

Pour extrait conforme

Accord de promotion et de protection réciproques des investissements (APPI) avec la République du Ghana

Vu la proposition du DFEP du 9 septembre 1991

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé:

1. Le texte de l'accord négocié entre la Suisse et le Ghana relatif à la promotion et à la protection réciproques des investissements entre la Confédération suisse et la République du Ghana est approuvé.
2. L'Ambassadeur Rolf Jeker, Délégué aux accords commerciaux, ou M. Pierre Monod, Ambassadeur Suisse au Ghana, est chargé de signer l'accord.
3. La Chancellerie fédérale est chargée d'établir les pouvoirs pour la signature de l'accord.
4. Le DFAE est chargé de procéder à la notification prévue à l'article 15, alinéa (1) de l'accord.
5. La Chancellerie fédérale est chargée d'entente avec le DFAE de publier l'accord au recueil officiel des lois.

Pour extrait conforme

Agreement

between

the Swiss Confederation

and

the Republic of Ghana

on the Promotion and Reciprocal Protection

of Investments

of Investments

13

ndk

The term "investments" shall include every kind of assets and particularly:  
a) movable and immovable property as well as any other rights in rem, such as usufruct, mortgage, lease, pledge;  
b) shares, parts or other kinds of participation in companies;  
c) claims to money or to any rights to any performance having an economic value;

ndk

- 2 -

Preamble

The Swiss Confederation and the Republic of Ghana

Desiring to intensify economic cooperation to the mutual benefit of both States,

Intending to create and maintain favourable conditions for investments by investors of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party,

Recognizing the need to promote and protect foreign investments with the aim to foster the economic prosperity of both States,

Have agreed as follows:

15d

mt

(2)

Article 1

## Definitions

For the purpose of this Agreement:

- (1) The term "investor" refers with regard to either Contracting Party to
  - a) natural persons who, according to the Law of that Contracting Party, are considered to be its nationals;
  - b) legal entities, including companies, corporations, business associations and other organisations, which are constituted or otherwise duly organised under the law of that Contracting Party and have their seat, together with real economic activities, in the territory of that same Contracting Party;
  - c) legal entities established under the law of any country which are effectively controlled by nationals of that Contracting Party having a substantial part in the ownership.
  
- (2) The term "investments" shall include every kind of assets and particularly:
  - a) movable and immovable property as well as any other rights in rem, such as servitudes, mortgages, liens, pledges;
  - b) shares, parts or any other kinds of participation in companies;
  - c) claims to money or to any rights to any performance having an economic value;



d) copyrights, industrial property rights (such as patents, utility models, industrial designs or models, trade or service marks, trade names, indications of origin), know-how and other business assets;

e) concessions under public law, including concessions to search for, extract or exploit natural resources as well as all other rights given by law, by contract or by decision of the authority in accordance with the law.

(3) The term "territory" includes the maritime areas adjacent to the coast of the State concerned, to the extent to which that State may exercise sovereign rights or jurisdiction in those areas according to international law.

## Article 2

### Promotion, admission

(1) Each Contracting Party shall in its territory promote investments by investors of the other Contracting Party and admit such investments in accordance with its laws and regulations.

(2) When a Contracting Party shall have admitted an investment on its territory, it shall grant, in accordance with its laws and regulations, the necessary permits in connection with such an investment and with the carrying out of licensing agreements and contracts for technical, commercial or administrative assistance.

nd

- 5 -

Each Contracting Party shall, whenever needed, endeavour to issue the necessary authorizations concerning the activities of consultants and other qualified persons of foreign nationality.

### Article 3

#### Protection

Each Contracting Party shall protect within its territory investments made in accordance with its laws and regulations by investors of the other Contracting Party and shall not impair by unreasonable or discriminatory measures the management, maintenance, use, enjoyment, extension, sale and, should it so happen, liquidation of such investments.

### Article 4

#### Treatment

- (1) Each Contracting Party shall ensure fair and equitable treatment within its territory of the investments of the investors of the other Contracting Party. This treatment shall not be less favourable than that granted by each Contracting Party to investments made within its territory by its own investors, or than that granted by each Contracting Party to the investments made within its territory by investors of any third State, if this latter treatment is more favourable.

- (2) The treatment of the most favoured nation shall not apply to privileges which either Contracting Party accords to investors of a third State because of its membership in an existing or future free trade agreement, a customs or economic union or a similar regional organisation to which either of the Contracting Parties is or becomes a member.

#### Article 5

##### Taxation

- (1) With respect to taxes, fees, charges and to fiscal deductions and exemptions, each Contracting Party shall accord to investors of the other Contracting Party who are engaged in any economic activity in its territory, treatment not less favourable than that accorded to its own nationals or to those of any third State, whichever is more favourable to the investors concerned.

- (2) For this purpose, however, there shall not be taken into account any special fiscal advantages accorded by that Party under an agreement for the avoidance of double taxation, by virtue of its participation in a free trade agreement, a customs or economic union or a similar regional organisation to which either of the Contracting Parties is or becomes a member, or on the basis of reciprocity with a third State.

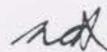
12

ndk

Article 6**Repatriation of investments and returns**

Each Contracting Party in whose territory investments have been made by investors of the other Contracting Party shall grant those investors the free transfer of the payments relating to these investments, particularly of:

- a) interests, dividends, benefits and other current returns;
- b) repayments of loans;
- c) amounts assigned to cover expenses relating to the management of the investment;
- d) royalties and other payments deriving from rights enumerated in Article 1, paragraph (2), letters (c), (d), and (e) of this Agreement;
- e) additional contributions of capital necessary for the maintenance or development of the investment;
- f) the proceeds of the sale or the partial or total liquidation of the investment, including possible increment values.



- 8 -

Article 7Expropriation

- (1) Investments of investors of either Contracting Party shall not be nationalised, expropriated or subjected to measures having effect equivalent to nationalisation or expropriation (hereinafter referred to as "expropriation") in the territory of the other Contracting Party unless the following conditions are complied with:
- (a) the measures are taken for a public purpose related to the internal needs of that Contracting Party, on a non-discriminatory basis and under due process of law;
  - (b) the measures are accompanied by provision for the payment of compensation amounting to the full and genuine value of the investment expropriated immediately before the expropriation or before the impending expropriation became public knowledge, whichever is the earlier;
  - (c) payments of compensation shall be made without undue delay and shall be freely transferable to the country designated by the claimants concerned and in any freely convertible currency accepted by the claimants; and
  - (d) if the compensation is not paid within six months after its determination, it shall from that date attract interest at the normal commercial rate until the date of payment.
- 12
- MAH

- 9 -

- (2) The investor affected shall have a right, under the law of the Contracting Party making the expropriation, to prompt determination of the amount of compensation either by law or by agreement between the parties and to prompt review, by a judicial or other independent authority of that Party, of his case and of the valuation of his investment in accordance with the principles set out in paragraph (1) of this Article, without prejudice to the procedures contained in Articles 12 and 13 of this Agreement.

#### Article 8

##### Compensation for losses

The investors of one Contracting Party whose investments have suffered losses due to a war or any other armed conflict, revolution, state of emergency or rebellion, which took place on the territory of the other Contracting Party shall benefit, on the part of this latter, from a treatment in accordance with Article 4 of this Agreement. They shall, in all events, be entitled to compensation.

#### Article 9

##### Existing Investments

The present Agreement shall also apply to investments in the territory of a Contracting Party made in accordance with its laws and regulations by investors of the other Contracting Party prior to the entry into force of this Agreement.

*ndh*

### Article 10

#### Application of other provisions

Notwithstanding the terms set forth in the present Agreement, more favourable provisions which have been or may be agreed upon by either of the Contracting Parties with an investor of the other Contracting Party are applicable.

### Article 11

#### Principle of subrogation

Where one Contracting Party has granted any financial security against non-commercial risks in regard to an investment by one of its investors in the territory of the other Contracting Party, the latter shall recognise the rights of the first Contracting Party by virtue of the principle of subrogation to the rights of the investor when payment has been made under this guarantee by the first Contracting Party.

### Article 12

#### Settlement of disputes between an investor and a host state

- (1) Disputes between one Contracting Party and an investor of the other Contracting Party concerning an obligation of the former under this Agreement in relation to an investment of the latter in the territory of the former Contracting Party shall if possible be settled amicably.

- 11 -

- (2) If such disputes cannot be settled according to the provisions of paragraph (1) of this article within a period of six months from the date either party to the dispute requested amicable settlement, the dispute shall be submitted to international arbitration or conciliation.
- (3) Where the dispute is referred to international arbitration or conciliation, the aggrieved party may refer the dispute either to:
- a) the International Centre for the Settlement of Investment Disputes (having regard to the provisions, where applicable, of the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of other States opened for signature at Washington D.C. on 18 March 1965 and the additional facility for the administration of conciliation, arbitration and fact finding proceedings); or
  - b) an international arbitrator or an ad hoc arbitration tribunal to be appointed by a special agreement or established under the arbitration rules of the United Nations Commission on International Trade Law.
- (4) Each Contracting Party hereby consents to the submission of an investment dispute to international arbitration or conciliation.

*not*

Article 13

## Disputes between Contracting Parties

- (1) Disputes between Contracting Parties regarding the interpretation or application of the provisions of this Agreement shall be settled through diplomatic channels.
- (2) If both Contracting Parties cannot reach an agreement within twelve months after the beginning of the dispute between themselves, the latter shall, upon request of either Contracting Party, be submitted to an arbitral tribunal of three members. Each Contracting Party shall appoint one arbitrator, and these two arbitrators shall nominate a chairman who shall be a national of a third State.
- (3) If one of the Contracting Parties has not appointed its arbitrator and has not followed the invitation of the other Contracting Party to make that appointment within two months, the arbitrator shall be appointed upon the request of that Contracting Party by the President of the International Court of Justice.
- (4) If both arbitrators cannot reach an agreement about the choice of the chairman within two months after their appointment, the latter shall be appointed upon the request of either Contracting Party by the President of the International Court of Justice.

- (5) If, in the cases specified under paragraphs (3) and (4) of this Article, the President of the International Court of Justice is prevented from carrying out the said function or if he is a national of either Contracting Party, the appointment shall be made by the Vice-President, and if the latter is prevented or if he is a national of either Contracting Party, the appointment shall be made by the most senior Judge of the Court who is not a national of either Contracting Party.
- (6) Subject to other provisions made by the Contracting Parties, the tribunal shall determine its procedure.
- (7) The decisions of the tribunal are final and binding for each Contracting Party.

#### Article 14

##### Observance of commitments

Either Contracting Party shall constantly guarantee the observance of the commitments it has entered into with respect to the investments of the investors of the other Contracting Party.

15 Oct

not

Article 15

**Final provisions**

- (1) This Agreement shall enter into force on the day when both Contracting Parties have notified each other that they have complied with the constitutional requirements for the conclusion and entry into force of international agreements, and shall remain binding for a period of ten years. Unless written notice of termination is given six months before the expiration of this period, the Agreement shall be considered as renewed on the same terms for a period of five years, and so forth.
- (2) In case of official notice as to the termination of the present Agreement, the provisions of Articles 1 to 14 shall continue to be effective for a further period of ten years for investments made before official notice was given.

\* \* \*

Done at, ....., on .....,  
in four originals, two in English and two in French,  
each text being equally authentic.

For the Swiss Confederation

For the Republic of  
Ghana

COMMUNIQUE DE PRESSE

DEPARTMENT FEDERAL DES FINANCES  
DIPARTIMENTO FEDERALE DELLE FINANZE

Accord de protection des investissements avec le Ghana

---

Le Conseil fédéral a approuvé un accord bilatéral de promotion et de protection réciproque des investissements entre la Suisse et le Ghana. Les principales dispositions de l'accord concernent le traitement des investissements étrangers, le transfert des revenus et autres montants touchant aux investissements ainsi que le rapatriement du capital, l'indemnisation en cas d'expropriation et le règlement d'éventuels différends.

Cet accord marque la volonté de la Suisse et du Ghana de garantir à leurs investisseurs une sécurité juridique accrue et de fournir des conditions favorables au placement de capitaux privés étrangers. Il contribue à encourager les investissements étrangers en oeuvrant pour un climat favorable aux investissements. Jusqu'ici, la Suisse a conclu de tels accords avec plus de 45 pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe.

DEPARTEMENT FEDERAL  
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

Service de presse et d'information

PressemitteilungInvestitionsschutzabkommen mit Ghana

Der Bundesrat hat ein Abkommen zwischen der Schweiz und Ghana über die Förderung und den gegenseitigen Schutz von Investitionen genehmigt. Die zentralen Bestimmungen des Abkommens betreffen die Behandlung der ausländischen Investitionen, den Transfer von Einkommen und anderen Beträgen im Zusammenhang mit Investitionen sowie die Rückführung des Kapitals, die Entschädigung bei allfälligen Enteignungen und die Streitbeilegung.

Mit diesem Abkommen wollen die Schweiz und Ghana die Rechtsstellung ihrer Investoren verbessern und günstige Voraussetzungen für Kapitalanlagen schaffen. Mit der durch das Abkommen erreichten Verbesserung des Investitionsklimas sollen ausländische Investitionen gefördert werden. Bis heute hat die Schweiz über 45 Investitionsschutzabkommen mit Ländern Afrikas, Südamerikas, Asiens und Europas abgeschlossen.

EIDGENÖSSISCHES  
VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT

Presse- und Informationsdienst

Done at Bern, this 10th day of October 1984.  
In four originals, two in English and two in French,  
each text being equally authentic.

For the Swiss Confederation

For the Republic of  
Ghana



EIDGENÖSSISCHES FINANZDEPARTEMENT  
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES FINANCES  
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELLE FINANZE

Berne, le 17 septembre 1991

Au Conseil fédéral

Accord de promotion et de protection réciproques des investissements avec la République du Ghana

Co-rapport relatif à la proposition du DFEP du 9 septembre 1991.

1. Proposition

Nous proposons de renégocier l'article 5, alinéa 1 et de reprendre soit la clause de l'article 24, alinéa 1 du modèle de convention de double imposition élaboré en 1977 par l'OCDE (sans la dernière phrase), soit ajouter à l'avant-dernière ligne, après "... third State" les mots "in the same circumstances".

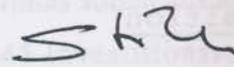
2. Motifs

Le projet d'Accord qui est soumis pour approbation au Conseil fédéral comprend en son article 5, alinéa 1, une clause de non-discrimination fiscale. En soi, l'idée d'une telle clause est sans doute positive et nous n'avons pas d'objection de principe à l'encontre d'une telle garantie. Encore faudrait-il que cette clause soit conforme à la pratique internationale en matière de non-discrimination fiscale (cf. à ce sujet l'article 24, al. 1, du modèle de convention de double imposition élaboré en 1977 par l'OCDE) et à la jurisprudence du Tribunal fédéral concernant l'article 4 de la Constitution. Ce principe d'égalité commande de traiter deux situations de manière semblable dans la mesure où elles sont semblables et de façon différente dans la mesure où elles sont différentes. Or la clause figurant à l'alinéa 1 de l'article 5 du projet d'Accord ne comprend en particulier pas cette condition de situations semblables. Elle

est si large que des entreprises ghanéennes exerçant une activité économique en Suisse pourraient demander à être mises sur un plan fiscal identique à celui d'entreprises suisses ce qui pourrait avoir des conséquences indésirables (p.ex. en matière d'impôt anticipé). Par ailleurs, cette disposition pourrait par la suite être invoquée par d'autres pays et créerait un précédent peu souhaitable.

Pour éviter de différer sa décision, le Conseil fédéral pourrait approuver l'accord à l'exception de l'article 5, al. 1, et charger le DFEP de re-négocier cette disposition avec le Ghana. On pourrait soit reprendre la clause de l'OCDE mentionnée ci-dessus (art. 24, al. 1, sans la dernière phrase), soit ajouter à l'avant-dernière ligne, après "...third State" les mots "in the same circumstances,".

DEPARTEMENT FEDERAL DES FINANCES



Stich

EIDGENÖSSISCHES  
VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTMENT

Le projet de convention fiscale susmentionné a été soumis au Conseil fédéral en son article 5, alinéa 1, une clause de non-discrimination fiscale. En son article 24, alinéa 1, une clause de non-discrimination fiscale est prévue. Cette clause de non-discrimination fiscale est identique à celle de l'OCDE (art. 24, al. 1, sans la dernière phrase). Le projet de convention fiscale susmentionné a été soumis au Conseil fédéral en son article 5, alinéa 1, une clause de non-discrimination fiscale. En son article 24, alinéa 1, une clause de non-discrimination fiscale est prévue. Cette clause de non-discrimination fiscale est identique à celle de l'OCDE (art. 24, al. 1, sans la dernière phrase). Le projet de convention fiscale susmentionné a été soumis au Conseil fédéral en son article 5, alinéa 1, une clause de non-discrimination fiscale. En son article 24, alinéa 1, une clause de non-discrimination fiscale est prévue. Cette clause de non-discrimination fiscale est identique à celle de l'OCDE (art. 24, al. 1, sans la dernière phrase).



2310.1

EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT  
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE  
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA  
 DEPARTAMENT FEDERAL DA L'ECONOMIA PUBLICA

Berne, le 27 septembre 1991

Au Conseil fédéral

**Accord de promotion et de protection réciproque des investissements avec la République du Ghana**

Prise de position sur le co-rapport du DFF du 17 septembre 1991

Le problème soulevé par le DFF a entre-temps été discuté entre les offices concernés. L'accord suivant a pu être trouvé: Vu l'absence totale d'ambiguïté de la disposition en question dans sa version française, une clarification de la version anglaise n'est en l'occurrence pas indispensable. Il sera, bien entendu, par la suite tenu compte des remarques de l'Administration fédérale des contributions. L'Accord peut donc être approuvé par le Conseil fédéral.

DEPARTEMENT FEDERAL DE L'ECONOMIE  
 PUBLIQUE

*Belamunt*

Für getreuen Protokollentwurf

*Lucius Belamunt*